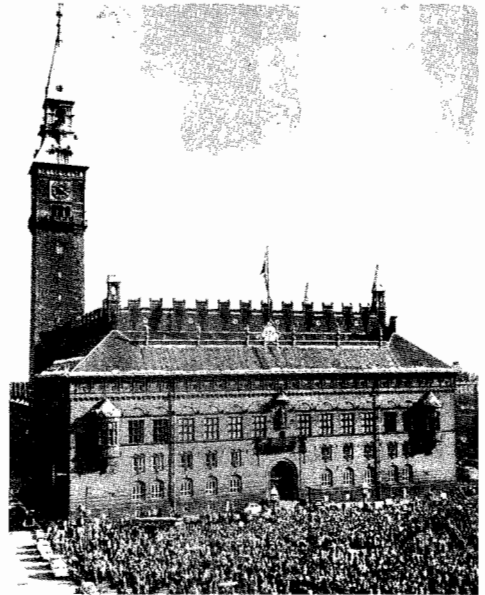


Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN



A Copenhague: le sommet présidentiel européen

A Copenhague...

L'EUROPE A-T-ELLE FRANCHI UNE ETAPE VERS SON UNITE ?

Discussions et problèmes...

Après le sommet présidentiel de Copenhague, la plupart des journaux européens ont consacré leurs editoriaux aux débats et aux discussions des chefs des Etats européens. Parmi eux, le journal allemand «Die Welt» a fortement critiqué le choix de la ville qui a hébergé la Conférence:

«Le fait que les neuf chefs de gouvernement de l'Europe de l'Ouest se sont réunis à Copenhague est la preuve de leur échec. Car si Copenhague a été choisi c'est parce que l'on ne pouvait pas réussir à s'entendre pour se retrouver à Bruxelles. Une conférence à Bruxelles, siège des institutions européennes, aurait été l'expression de la volonté d'intégration de l'Europe occidentale. Copenhague, capitale du pays le moins favorable à l'intégration, est l'occasion de démonstrations d'égoïsme national. Les neuf chefs de gouvernement voudraient essayer de résoudre la quadrature du cercle. Certes, la plupart d'entre eux se rendent bien compte qu'ils sombreront s'ils essaient de pratiquer la politique du chacun pour soi, mais ils se refusent aux changements et aux sacrifices qu'exige le procédé d'unification. (...)

«Avec leurs nouvelles conférences, les chefs de gouvernement s'orientent en tout cas vers la formation de coalitions ouest-européennes qui peuvent disparaître du jour au lendemain, et non pas vers la création d'institutions durables. D'aucuns semblent utiliser la carte européenne comme menace pour obtenir des Russes ou des Américains tel ou tel avantage pour réali-

ser leurs objectifs nationaux - Pompidou, une place à la table des Grands: Brandt, la bénédiction pour sa politique à l'Est». ...Pourtant, les «neuf» ont achevé à Bruxelles le travail du sommet de Copenhague, par une réunion des ministres des Affaires étrangères, le 17 décembre, avec, à leur ordre du jour, essentiellement trois sujets qui firent l'objet de longs échanges de vues, et d'orientations plus ou moins précis, dans la capitale danoise: la politique de l'énergie, la politique méditerranéenne, la politique régionale.

Si l'on excluait que les ministres consacrent beaucoup de temps, de nouveau au dossier du pétrole, on estimait, en général, qu'après avoir décidé de créer un «comité de l'énergie» composé de hauts fonctionnaires nationaux, ils chargeraient précisément la commission européenne - conformément à ce qui a été dit à Copenhague - de présenter, selon un calendrier assez «serré» une série de propositions à destination d'un Conseil de ministres communautaire qui se réunirait en janvier.

De même devaient-ils mieux expliquer ce que les chefs d'Etat entendent, en ce qui concerne l'uranium enrichi, par un «développement concerté et harmonieux» des projets existants (l'Eurodif, l'Eurodif franco-belgo-italien et l'Ureno anglo-germano-néerlandais).

Du pétrole à la politique méditerranéenne de l'Europe, il n'y avait qu'un pas que les Neuf, après avoir tergiversé pendant des mois, ont franchi à Copenhague, il n'est plus possible de concevoir les négociations avec les pays méditerranéens

comme «un simple marchandage commercial où l'on pèse, au gramme près, les concessions sur les carottes ou les agrumes». Le problème est la mise en oeuvre d'une vaste politique de coopération économique et technique fondée, évidemment, sur une notion de zone préférentielle.

La Communauté européenne s'était engagée à conclure avec cinq pays méditerranéens (Algérie, Maroc, Tunisie, Espagne, Israël) des accords avant la fin de l'année. Elles n'y est pas parvenue; mais, du moins les ministres devaient-ils donner un nouvel éclairage aux négociations qui débiteront l'an prochain.

La politique régionale, enfin, est le plat de résistance de la session. Le fonds régional européen doit être créé pour le 1er janvier. Quel sera son volume financier? Quels seront les pays membres qui en bénéficieront essentiellement? Anglais, Irlandais et Italiens, qui attendent beaucoup de cette politique, semblent compter, sinon sur un soutien, du moins sur une certaine «neutralité» française. Mais ils engagent avec les Pays-Bas et surtout l'Allemagne, qui entendent dépenser le moins possible, un «marchandage au couteau» qui risque de conduire à quelque séance nocturne bien dans la tradition des fins d'année bruxelloises.

Bien sûr, le sommet de Copenhague a suscité beaucoup de commentaires, favorables ou non. On a dit que «... en attendant la constitution en 1980 d'une confédération, l'Europe y a franchi une étape vers son unité». Mais on a dit aussi que «la possibilité d'une défense commune n'a même pas été abordée». En tout cas, une chose est vraie: qu'à Copenhague le pétrole a ravi la vedette à une Europe dont on ne peut, certes, pas dire qu'elle avorte, mais bien qu'elle ne se constitue que par

bribes et morceaux. Comme M. Alain Vernay avait écrit («Le Figaro» du 18.12.73), «La responsabilité des décisions européennes passe de main en main plus vite que le furet du bois joli.

En ce qui concerne l'harmonisation des politiques communautaires dans le domaine du pétrole, la Commission avait préparé des propositions qui furent soumises aux ministres des Affaires économiques et des Finances des Neuf, chargés de préparer le sommet de Copenhague, où les chefs d'Etat et de gouvernement, devaient trancher. Mais ceux-ci ont résolu de renvoyer le problème devant la Commission. La ronde continue,

De même façon, les ministres des Finances, à Bruxelles ne se proposaient pas de mieux harmoniser leur lutte contre l'inflation, en vue de laquelle ils s'étaient bornés le 4 décembre à arrêter une grande carte de dispositions, où chacun pouvait choisir à sa guise.

Les effets de la situation pétrolière ne se sont pas encore fait pleinement sentir. Le renchérissement des prix de l'énergie va accélérer les tendances inflationnistes et accroître le déficit de la balance des comptes de tous les pays industriels avancés. D'autre part, le manque d'hydrocarbures va ralentir la production, créant des situations de «stagflation».

Pour éviter le pire, chacun recherche encore ses propres formules, compte tenu de ses propres problèmes qui, selon les pays, s'échelonnent du sérieux au plus dramatique...

.. Il faut tenir compte de la force des choses, mais n'est-ce pas une faiblesse que de ne tenir compte que de cela?

A propos de sa commémoration par l'UNESCO

DIMITRI CANTEMIR ET L'HISTOIRE DU CHRISTIANISME AU DANUBE

Une grande personnalité européenne

Dimitri Cantemir dans son oeuvre historique multilatérale a saisi quelques aspects de l'Histoire du christianisme au Danube, surtout au IV^{ème} siècle.

En 1957 le Prof. N. Dobresco mentionnait que parmi les 4 opinions concernant l'origine et l'ancienneté du christianisme roumain, il y avait aussi celle de Dimitri Cantemir qui considérait que le christianisme s'était répandu sous le règne de Constantin le Grand (306-337).

Dans la «Description de la Moldavie» (1716), Dimitri Cantemir écrivait que «c'est sous Constantin le Grand qu'a commencé à être introduit, dans la Dacie, le culte public de la religion chrétienne, car sous son fils Constantin, les deux Dacie (au nord et au sud du Danube) avaient leurs archevêques comme déjà le mentionnaient du Synode de Sardica (Sophie - Bulgarie). Mais il se peut que bien avant ils se soient prosternés devant le drapeau du Christ, pour suivre les préceptes ensanglantés des martyrs».

La persécution des chrétiens a vraiment commencé sur les bords du Danube déjà sous Décius (250).

Les pièces de monnaie trouvées en Olténie, sur les bords du nord du Danube, près du «camp de Décius» à côté du lieu où il lutta et mourut, avaient été émises

sous Gordian (238-244) à Nicea dans l'Asie Mineure.

Ce fait en atteste la circulation à cette époque-là entre la Dacie et l'Asie Mineure, c'est-à-dire vers la moitié du III^{ème} siècle.

Les premiers chrétiens purent pénétrer au Danube bien avant même, avec la V^{ème} légion romaine Macedonica, amenée de Palestine à Troesmis sur le Danube par les romains, vers la fin du premier siècle, puis dans la Dobrudja et de là elle fut transférée à Potaissa (167), région appelée aujourd'hui Turda en Transylvanie

Il y eut encore, vers la fin du premier siècle un transfert des armées que la population accompagnait, entre la Palestine et le Danube.

En 275, les romains quittèrent la Dacie pour les Gotes et le IV^{ème} siècle s'appelle «la Gotia».

Le 7 Mars 304, sous Dioclétien, l'archevêque de Tomis, Efrem, mourut en martyr et vers 319-323 l'archevêque Tit de Tomis mourut aussi. 65 chrétiens furent martyrisés, pour la plupart sous l'empereur Licinius.

Vers 324, Eusebio, l'archevêque de Césarée écrivait que «parmi les Saints Apôtres, André prêchait en Scythie». Logos

Alenicos au XXIème siècle et Niphor Caliste au XIVème siècle citaient l'apôtre André en Scythie Mineure (Dobruja), dans les villes de la côte de la Mer Noire où demeuraient des Grecs et des Juifs.

Au Synode de Nicea (325), parmi les participants se trouvait Dacus, l'archevêque de Scupi (Skoplie - Yougoslavie).

Au Synode de Sardica (Sophie - Bulgarie) en 343, 150 archevêques participèrent, parmi lesquels 30 venant du Danube.

Dans la «Chronique Romano-Moldo-Vlahilor» (1717), Dimitri Cantemir mentionnait qu'en 347, sous Constantin, eut lieu un Synode à Sardica et en 358 un «Sabor à Sardica, dont les documents de l'époque mentionnaient aussi «les archevêques des deux Dacie».

Dans les Synodes de 325 à 360 les archevêques de Tomis (Constantza-Dobrodja) ne sont pas mentionnés.

En 365, l'Empereur Valens persécutait les orthodoxes ainsi que les ariens qui n'avaient pas exactement la même croyance que lui.

A Dobrudja, sous Valens (364-378) se trouvait un archevêque nommé Bretanion, qui en 366 avait un archevêché comprenant plus de 14 localités chrétiennes parmi lesquelles se trouvait aussi: Tomis, (Constantza), Axiopolis (Cerna-Vida) etc..

En 367, Valens traversa le Danube sur un pont de bateaux à Daphné à l'embouchure de Argesh, près d'Oltenitza d'aujourd'hui, pour lutter contre les Gots, dont le roi était Atanaric.

Dimitri Cantemir mentionnait que Valens était parti en 367 en direction de la Moésie, avait passé le Danube, avait vaincu les Gots et était reparti en 368 à Constantinople.

En 368, l'archevêque de Tomis - mentionné par quelques auteurs contemporains (1957-1972) - Vetranion, défendit l'orthodoxie contre l'empereur arien Valens et le peuple soutint son archevêque. Il était archevêque de toute la Scythie aux nombreuses cités et églises selon «l'ancienne coutume» (l'orthodoxie). C'était un homme très vertueux qui défendit les Scythes contre l'arianisme. Quand l'empereur vint dans sa cathédrale à Tomis et l'obligea à recevoir les ariens à la messe, l'archevêque fit un discours pour défendre l'orthodoxie et emmena ses fidèles dans une autre église. L'empereur l'exila, mais le rappela par la suite pour lui rendre son siège par peur d'une révolte des Scythes qui étaient très guerriers.

Dimitri Cantemir décrivit le même fait mais en appelant l'archevêque Britanione - la traduction en latin de Bretanion, - étant donné que la «Description de la Moldavie» fut écrite en latin par le bibliographe Sozumene.

Le nom de l'archevêque de Tomis était très probablement Bretanion plutôt que Vetranion ou que Betranion, selon le mot latin «veteran» (?) et selon un empereur élu à Sirmium en 360, et selon les autres contemporains (1957, 1972). Les auteurs anciens: Sozumene, Soutzou (1882), Netzhammer (1906) etc. ne mentionnaient que Britanione.

La traduction du latin de Dimitri Cantemir nous explique que Britanione = Britannione était Britan = Briton en roumain, nom provenant de cohortes britones et britannes, qui se trouvaient sur le Danube depuis plus de trois siècles.

Le nom de la nationalité était employé comme nom de famille au IVème siècle

comme le prouve aussi le nom d'un autre archevêque: Dacus de Scupi (Scoplie, Yougoslavie) qui avait participé en 325 au Synode de Nicea en Asie Mineure.

L'habitude d'employer le nom de la nationalité comme nom de famille a duré 16 siècles après Britanione et Dacus, car il y a des familles portant le nom de: «Le Russe, Le Turc, L'Allemand, Le Saxon, Le Hongrois, etc.» et même «L'Anglais» dans les ports de Danube. Cela justifie le Britanione du IV^{ème} siècle de Tomis (Constanza).

La présence des cohortes britones et le maintien des liaisons entre le Danube et la Britannia est prouvé par de nombreux documents de l'époque.

Ainsi, en 85-86, la 2^{ème} légion Adjuvrix fut transportée de Deva (aujourd'hui Chester en Angleterre) au sud du Danube pour lutter contre les Dacs.

Après l'occupation de la Dacie, quelques unités de britons seront placées sur le bord du Muresch (où se trouve aujourd'hui la ville de Deva), peut-être en souvenir de Deva où les anciens Britons étaient arrivés, amenés par les romains pour lutter contre les Dacs.

Le 14 août 99, un document militaire mentionnait au Danube Coh. II Flavia Brittorum et les marins du Danube «Classici».

En l'an 100 l'Empereur Trajan envoya Coh. II Brittonum Miliaria Squitata, d'Allemagne en Histrie, près de Tomis (Constanza) / II/. En l'an 103, Coh. I Brittonum Miliaria se trouvait aussi en Moesia.

Coh. III Brittonum participa à la construction du pont sur le Danube à Drobeta, avec Coh. II Bispanorum et Coh. I C.R.q. sous la direction technique d'Apodir de

Damasc. Le monument d'Adam-Clisi «Tropheum Trajani» construit en 108 rappelle «la plus grande bataille de l'antiquité» avec 3.000 morts du côté des romains, dont les premières inscriptions sur les monuments disent: «Britto, puis Gali, Raeti, Norici, Hispani et Africani». Le fait que les Britto sont nommés les premiers signifie qu'ils étaient probablement les plus nombreux participants et qu'ils avaient subi les plus grosses pertes.

En l'an 201, au nord du Danube, à Bumbegti, a été bâti un château. Coh. Prima Aurelia Brittonum (Miliaria) Antoniana. En l'an 230, Coh. II Flavia Brittonum construit à Nicopol (Russe en Bulgarie) des thermes dans le castrum et la même cohorte est mentionnée à Durostorum (Silistra-Tutrakan).

A la moitié du 3^{ème} siècle, en Olténie, au nord du Danube, était mentionné Coh. I Flavia Miliaria Brittonum Maluensis. Ce fut l'époque des persécutions de l'empereur Decius (250), qui mourut l'année suivante en luttant contre les Gots, au sud de ce endroit, sur Lom. Le nom de Decius est resté dans le souvenir du peuple sous le nom de «camp de Decius» près du Danube, et le nom de la famille des Decius est encore aujourd'hui présent à la mémoire des roumains.

En l'an 314, les premiers archevêques furent signalés en Britannia à: York, Londres et Camoludunum.

Les martyrs de Tomis étaient les contemporains des archevêques Efreim et Tit. Constantin le Grand (306-337) ayant son siège à Constantinople (ville qui porte son nom), fit une visite en Britannia. En l'an 369 les documents de l'époque mentionnaient l'archevêque de Tomis sous le

(suite à la page 15)

LE PRESIDENT ROUMAIN ET L'EUROPE

Nous publions ci-dessous un article écrit par Monsieur Aldo Testa et récemment parû, en langue italienne, dans la revue «Il Dialogo». Cet article avait été présenté surtout à l'occasion du troisième volume des écrits de M. Ceausescu qui parût lors de sa dernière visite en Italie, et tout particulièrement à sa position envers le problème des nationalités et la sécurité européenne.

En accord avec ce qu'il a toujours soutenu, M. Ceausescu réaffirme que l'internationalisme, au lieu de porter à la dissolution des nationalités en se proposant comme but une humanité appauvrie indifférenciée, doit se définir en une fraternité entre les nations dans leur individualité différenciée.

Puisque dans la valorisation de la nation, le patriotisme, pour ne pas justifier tout absurde antipatriotisme, ne peut être confondu avec le nationalisme.

Une telle vision permet de considérer avec une esprit fécond le même cas, avec des résultats plus complexes, d'états constitués (fédérativement ou non) de nationalités différentes; et qui pourront concourir en un concert riche et harmonique de notes variées.

C'est ce qui, en effet, peut être explicitement déduit, en substance, du discours de M. Ceausescu pour ce qui concerne les diverses autres nationalités concourant à former l'Etat roumain: la nationalité allemande et la nationalité hongroise; avec tout le respect qu'il est dû à leurs cultures. Ce qui constitue un motif mérité de respect envers les composants roumains qui coopèrent dans d'autres Etats.

Sur ce plan de respect réciproque l'on

pourrait résoudre les problèmes difficiles résultant des intrigues compliquées entre états dont les nationalités ne coïncident pas et entre nationalités ne coïncidant pas avec les états (intrigues qui rendues plus complexes par l'autre composante constituée par la diversité des convictions religieuses, apparaîtront vraiment inextricables jusqu'au moment où, pour un authentique internationalisme, les noeuds ne se seront pas défaits, noeuds qui s'ensuivent de la supériorité des ordinations de l'Etat sur les conditions nationales).

C'est ce qui, à l'occasion de ladite conférence romaine sur la **sécurité européenne**, me porta à exprimer le souhait que, en un esprit de concorde pan-européenne enfin atteint, l'Europe, plutôt que comme Europe des Etats, parvienne à s'affirmer comme Europe des régions (et par conséquent des nationalités, ou des peuples ainsi que, ne l'oublions pas, des religions.

De manière que les régions de frontière jusqu'à présent contestées dans le domaine de l'enchevêtrement susdit, cessant d'être une raison de conflit, assument, avec leurs statuts particuliers, le rôle opposé de tissu connectif pour l'union des plus grands complexes nationaux entre

lesquels elles se trouvent à cheval.

Avec l'approbation conséquente de l'Assemblée pour l'introduction à l'O.N.U., c'est d'ailleurs ce que j'ai souhaité en 1963 au «Congrès International pour les droits de l'homme» organisé par le «Dialogo» au «Palazzo Vecchio» de Florence, en présentant le texte de la motion qui suggérerait que surtout dans le domaine de la formation d'un esprit européen qui puisse consolider et vivifier l'unité européenne, les régions où vivent des personnes de nationalité différente, constituent l'occasion d'une rencontre loyale et féconde entre elles en un mouvement qui les aidera à se connaître réciproquement; le but deviendra réalité, non seulement avec la constitution souhaitable dans les régions de Centres opérants ou de Comités de solidarité européenne composés conjointement de membres des différentes nationalités, mais aussi en envoyant les membres de chaque nationalité dans des écoles de langues étrangères, moyennant des bénéfices particuliers.

C'est ce qui est en quelque sorte en train de se réaliser dans le Alto Adige (Haut Adige, ou Tyrol du Sud), où un esprit de détente et par conséquent de collaboration Italo-Autrichienne se forme (esprit sur lequel j'eus l'occasion de parler à Vienne; je fus étonné du fait qu'en un des moments les plus délicats l'Ambassadeur italien d'alors ne se souciait pas d'entretenir des rapports avec le plus haut dignitaire de la catholicité autrichienne, qui contribua je le pense à la détente).

Dans ce domaine, je crois aussi que ceux qui, en favorisant de vieilles rancunes, veulent faire de certaines nations à cheval sur «différents» mondes culturels (ce pourrait être la Roumanie elle-même) le «rempart» contre un monde qu'ils consi-



Bucarest: Atheneul Român.

dèrent opposé (plutôt que différent) se trompent fortement.

.....

... Ce qui ne signifie pas que, justement pour arriver à une unité pan-européenne, lors de la rencontre des parties **diverses** (et non pas **opposées**) qui doivent y prendre part en tant que composants, l'Occident ne doive, dans la même mesure que l'Orient, se constituer - même comme capacité militaire de défense autonome - en une propre individualité vitale (dont la formation, justement souhaitée par la France, ne déplairait pas, semble-t-il à la Chine).

Comme je le disais récemment à l'héroïque Général soviétique ex-Chef de l'Etat Major à Stalingrad, pour que nous puissions nous donner la main, sans que cela signifie rivalité, nous devons constituer deux individualités précises et déterminées. Sous la direction éclairée de M. Ceaucescu, avec la contribution vitale de la Roumanie, qui en est historiquement et culturellement à cheval, (même si ce n'est géographiquement), la Grande Europe devrait naître de cette poignée de main entre une Europe Occidentale bien caractérisée et l'Europe Orientale.

Par M. Aldo TESTA: extrait d'un article rapporté de la revue «Il Dialogo».

LE CARDINAL CICOGNANI, HOMME OUVERT AU DIALOGUE AVEC L'EST, EST MORT A ROME



Le Cardinal Cicognani, ancien Secrétaire d'Etat et Doyen du Sacre-Collège, est mort à Rome. Il fut toujours considéré comme un homme ouvert au dialogue avec l'Est et à la renouation de l'Eglise catholique.

Le Cardinal Amleto Cicognani était né en 1883, près de Ravenne; prêtre en 1905 évêque en 1933, il demeura délégué apostolique aux Etats-Unis durant un quart de siècle, jusqu'à sa nomination en 1929. Avec lui est disparue une personnalité qui dominat le pontificat de Jean XXIII; la charge à laquelle il fut nommé a été définie par le «bon pape» comme «un grand titre de service, une haute responsabilité entre les mains de l'aide le plus proche et le plus actif du Saint Père, le premier collaborateur du Pape dans le gouvernement de l'église universelle».

LE PROFESSEUR LEPRINCE-RINGUET PRESIDENT DE L'ORGANISATION FRANCAISE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Bien connu pour son engagement en faveur de l'Europe, le professeur Leprince-Ringuet, membre de l'Académie française, a été élu par l'assemblée générale de l'Organisation française du Mouvement Européen comme président, succédant ainsi à M. Gaston Defferre, dont le mandat venait d'expirer et qui ne souhaitait pas le voir renouveler.

Le nouveau président n'est lié à aucun parti politique. Le Mouvement européen qui a toujours souhaité représenter l'ensemble des milieux européens, renoue ainsi avec sa tradition d'origine en se donnant

un président qui ne soit pas un leader de parti.

Rappelons que ses trois premiers présidents avaient été successivement: Raoul Dautry, André François - Poncet et le professeur René Courtin, trois personnalités qui n'étaient liées à aucun mouvement politique.

Le Mouvement européen, après avoir désigné son président, définira son orientation, notamment en fonction des résultats de la conférence de Copenhague.

Le «malaise étudiant» à travers le monde a été l'objet de discussion de soixante spécialistes réunis à Genève vers la fin du mois de Décembre. Cette enquête, commencée juste après 1968, cette année qui a eu le printemps «de six mois», le plus chaud de tous les temps, au cours duquel la contestation s'étendit de Berkley à Prague, de Paris à Tokyo, de l'Allemagne au Mexique.. Comment expliquer cette flambée de protestation d'il y a cinq ans? Dans un article publié en 1969, le professeur Robert Debré, éminent médecin, proposait qu'outre les facteurs politiques, économiques et pédagogiques évoqués d'ordinaire, pour expliquer le malaise étudiant, on tienne compte de facteurs «biologiques» c'est un fait d'expérience que «l'amélioration de la nourriture, de l'hygiène, des conditions générales de l'existence, de petites mutations génétiques aussi peut-être», provoquent des bouleversements dans les nouvelles générations: «les enfants mûrissent plus tôt, alors que dans le même temps, la vie scolaire se prolonge et que le moment de leur indépendance économique et sociale est retardé, notamment à cause de la durée de leurs études». D'où le contraste entre une adolescence plus tôt commencée, plus vite achevée d'une part, et, d'autre part, des institutions scolaires et universitaires qui continuent à être conçues pour des enfants et des adolescents irresponsables. De ce contraste ne peut naître qu'un malaise.

Depuis trois ans, l'Union internationale d'hygiène et de médecine scolaires et universitaires a fait sienne cette «hypothèse de travail» de son fondateur: elle a lancé l'étude «Bios»; des «expériences-pilotes» par questionnaires ont été d'abord lancées dans quatre universités, à Lyon



SOIXANTE SPECIALISTES LE "MALAISE ETUDIANT"

Prague, New York (Buffalo) et Buenos Aires, avec le concours de l'UNESCO et de l'OMS.

Ces «études-pilotes» dépouillées et organisées donnent des résultats intéressants, mais très différents; à Buffalo, on a mis l'accent sur des éléments bio-médicaux qui semblent participer au «comportement contestataire» des étudiants. A Lyon, on a insisté sur le mécontentement lié à l'institution universitaire et sur l'inquiétude à l'égard de l'avenir individuel. L'étude de Prague a mis à jour - entre autres - certaines lacunes dans l'alimentation des étudiants. Bref, une profusion de centres d'intérêts se révèle, et toute comparaison significative devient prodigieusement difficile. Les médecins, psycho-sociologiques et universitaires réunis dernièrement à Genève ont remarqué, comme justement le disait le professeur Debré, qu'ils étaient



SCUTENT A GENEVE SUR A TRAVERS LE MONDE

partis d'une étude assez simple, portant sur la physiologie de l'homme», et qu'ils s'apercevaient «qu'il fallait regarder tout autour, et examiner tout de la vie»:

Est-ce possible, dans les limites d'une étude qui ne dispose pas de moyens colossaux? Le professeur de Heulmes, biologiste, posait remarquablement la question: «il ne s'agit plus de vérifier seulement une hypothèse biologique, mais d'étudier trois thèmes: la vie de l'étudiant, les institutions, le malaise». Entre ces trois enquêtes, il faudra choisir, étant bien entendu que, de toute manière, telle conduite ne sera pas jugée bonne ou mauvaise, mais constatée et expliquée scientifiquement. Car on a souligné à Genève que «les manifestations de contestation ne devaient pas être considérées systématiquement comme pathogènes: elles peuvent exprimer une réaction physiologique normale» et qu'en

revanche, «il faudrait parfois envisager d'étudier la psycho-pathologie des étudiants sages».

C'est dans ces conditions que la seconde phase de «Bios» va commencer: l'équipe dirigeante, sous l'impulsion du professeur Debré et du Dr Douady, va sélectionner les «variables étudiables» parmi toutes celles qui ont été envisagées à Genève; des questionnaires seront distribués dans au moins 25 universités de tous les pays, et complétés par des interviews: Les résultats seront comparés, en tenant compte des différences de langage, de conceptions pédagogiques et sociales: le travail être mené à bien pour 1976.

«L'étude», déclarait encore à Genève le professeur Debré, doit être utile, et apporter des propositions solides pour rendre plus heureuse, plus confortable et mieux vouée à l'étude la vie des étudiants». Il compte qu'elle fournira aux Etats une «doctrine», et les incitera à créer des «services sociaux universitaires» identiques à ceux qui, dans les hôpitaux, les mairies ou les prisons, facilitent déjà les rapports entre les institutions et leurs utilisateurs.

On est sûr que cet homme remarquable mènera à bien la tâche qu'il s'est fixée: «à 92 ans, sa lucidité éblouit tous les jeunes hommes» comme l'a écrit Arthur Conte. Mais il faudrait que le professeur Debré soit davantage encore persuadé que l'ensemble des étudiants doit être associé à toutes les phases de l'étude «Bios», et pas seulement la poignée de ceux qui, à Genève, étaient censés représenter leurs semblables. Sinon, comme disait un de ces «représentants», «on aura l'impression que les chats se penchent sur le sort des souris»; même si c'est faux, «Bios» y perdrait beaucoup de son efficacité future.

Une initiative intéressante de l'U.I.O.O.T.

FORMATION AU MARKETING DU PERSONNEL DES ORGANISMES ET DES ENTREPRISES TOURISTIQUES

Devant l'expansion continue dont il est l'objet dans les différentes régions du monde, le tourisme a de plus en plus besoin de personnel formé aux techniques modernes de gestion; aussi l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT) est-elle résolue à assurer une large audience à ses cours par correspondance pour 1974 qui commencent en janvier.

Le programme annuel d'enseignement à domicile «Formation au marketing des organismes nationaux de tourisme et des entreprises touristiques» offre aux cadres et employés un moyen pratique de compléter et d'améliorer leurs connaissances et leurs aptitudes professionnelles. La théorie et les notions générales y occupent une place beaucoup moins grande que les exemples pris sur le vif, les études de cas et les documents de travail correspondant à des activités pratiques de tous les jours.

La souplesse est la note dominante du cours, qui s'adapte aux besoins de celui à qui il s'adresse. Le cycle complet comprend les deux cours suivants, auxquels il est possible, le cas échéant, de s'inscrire séparément:

Etudes de marché

Ce cours, qui peut être suivi en six mois, comprend les sections ci-après: Le marketing, techniques d'expansion des organismes nationaux de tourisme (ONT) et

des entreprises à vocation touristique - L'évolution du tourisme et l'environnement économique mondial - La mesure de la demande touristique par la statistique et l'étude des marchés - La psychologie en marketing touristique et les motivations des clientèles - La conduite des études de motivation par les ONT et les entreprises à vocation touristique - La pratique des enquêtes par sondage pour les ONT et les entreprises à vocation touristique.

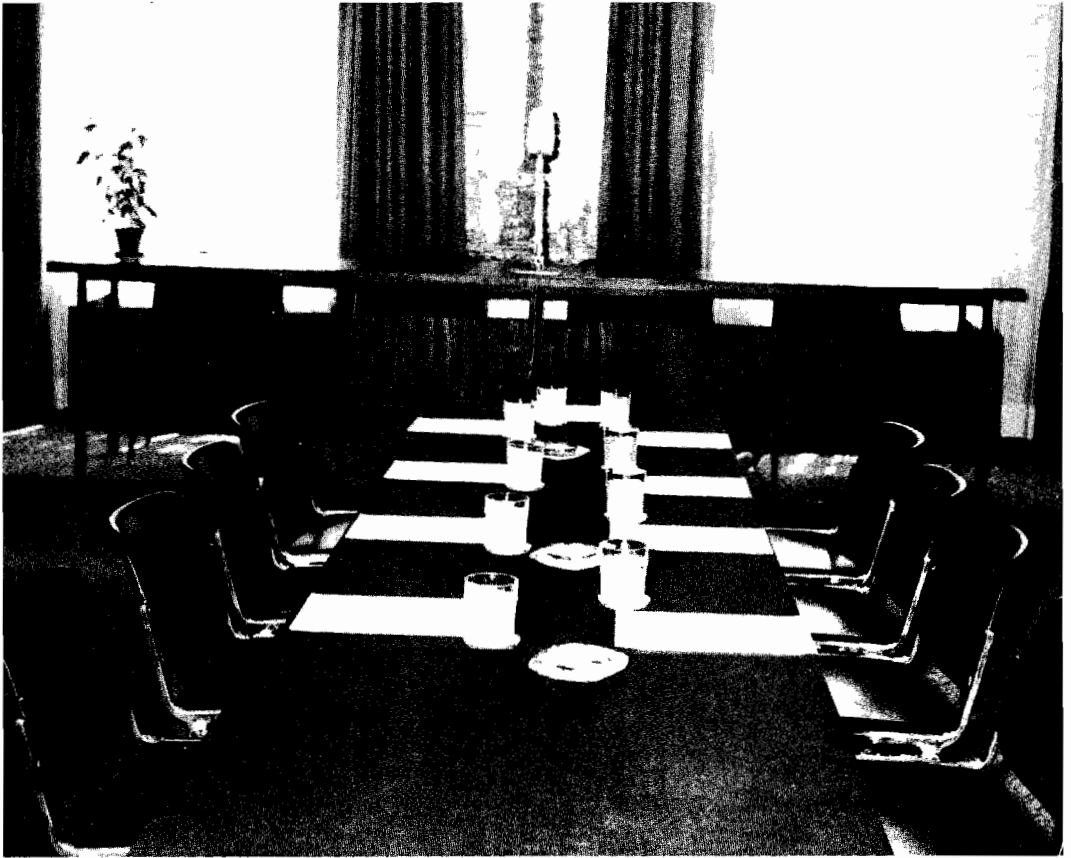
En fin d'études, un diplôme est décerné aux participants ayant suivi le cours avec succès.

Prévision, distribution, promotion

Ce cours, qui peut également être suivi en six mois, comprend les sections ci-après: Les canaux de distribution de l'offre touristique - Les techniques de prévision appliquées à la demande touristique - Le marketing mix, réducteur d'incertitude, par les techniques de prévision - Les stratégies et la promotion en tourisme - L'établissement d'un plan de campagne publicitaire en tourisme - Détermination des plans de marketing des ONT et des entreprises touristiques.

En fin d'études, un diplôme est décerné aux participants ayant suivi le cours avec succès:

Les devoirs des participants sont notés et commentés par les Professeurs chargés des cours de formation.



UN "CONCOURS D'IDEES" SUR LE "LOGEMENT" DE L'EDUCATION PERMANENTE

Si la formation permanente devait purement et simplement se glisser dans le moule de l'éducation traditionnelle, elle ne deviendrait sans doute jamais «ce levier pour soulever le monde» que certains voient en elle. Presque tout en ce domaine demeure à inventer, que ce soient les méthodes pédagogiques, le profil des formateurs ou les programmes.

Le GREP (Groupe français de recherche et d'éducation pour la promotion) s'est avivé que les espaces construits ne répondent pas, eux non plus, actuellement aux perspectives de l'éducation permanente, à

ces besoin qu'à la fois elle suppose et engendre chez les individus «d'être responsables, de développer leurs potentialités, de s'épanouir, de s'inventer sans cesse et d'atteindre à une certaine qualité de vie». Aussi, le GREP a lancé un «concours d'idées» sur ce que pourraient être «les lieux de l'éducation permanente». Les prix en ont été remis le lundi 10 décembre.

Les concurrents devaient, à partir d'une réflexion sur le contenu de l'éducation permanente, imaginer un ou plusieurs édifices comprenant les équipements col-

lectifs capables d'accueillir cent cinquante à trois cents personnes, des espaces non spécialisés permettant le travail individuel ou en groupe, et des espaces «intégrant les possibilités techniques modernes d'apprentissage et de communication». Le libellé du concours incitait les concurrents à une certaine largeur de vue puisqu'ils étaient invités à «créer une situation pédagogique où des êtres humains pourraient tout autant loger, travailler, se détendre, dialoguer, acquérir des connaissances, se perfectionner, pratiquer des apprentissages de toute nature, se documenter, s'informer, etc». Il était aussi précisé que les concurrents ne devaient pas «se soucier des règlements, normes ou habitudes de pensée actuellement en vigueur...»

Le GREP a reçu vingt cinq projets. La plupart émanaient d'équipes comprenant des architectes, des urbanistes et des sociologues. Le jury en a retenu douze. Une seule équipe - trois Canadiens, originaires de Montréal, MM. Jacques Desautels, Michel Dubuc et Pierre-Léon Trempe - avait, semble-t-il, répondu à la question posée. Son projet correspond en effet à une vision à la fois individuelle et communautaire de la formation continue. Le centre projeté comprend différents «ateliers»: atelier de «diagnostic personnel» où, grâce à des tests ou des entretiens, des individus apprendraient à juger leurs potentialités et à définir leur besoin de formation; un «atelier de ressource» rassemblant des moyens de formation (bibliothèque, vidéo-thèque); un «atelier léger intégré» pour le bricolage en tous genres; un atelier scientifique permettant la vulgarisation de la physique, de la botanique, de la biologie; un atelier de télévision communautaire afin d'utiliser les ressources de la télévision par câble;

un atelier d'expression artistique; un atelier «social» avec une garderie, un service de consultations juridiques et un planning familial; un atelier d'éducation physique comportant aussi un service de diagnostic médical.

Ce projet, on le voit, se préoccupe peu de l'amélioration des capacités professionnelles qui, jusqu'à présent, a quelque peu polarisé le développement de la formation continue en France. Il est d'autre part assez éloigné des thèses d'Ivan Illich, tendant à supprimer les institutions éducatives.

Estimant que la rédaction architecturale du projet canadien n'était pas à la hauteur de ses ambitions, le jury a primé trois autres projets qui, sans répondre entièrement à la question posée, faisaient cependant montre d'originalité: celui d'un Anglais - M. Paich Slobodan, - auteur d'un travail d'une très grande qualité poétique, dans lequel sont décrits des espaces symboliques (hexagones, spirales) censés communiquer à l'individu le désir de progresser; celui d'un étudiant des Beaux-Arts - M. Hervé Denomain, - qui a essayé d'imaginer dans un milieu rural un lieu d'éducation intéressant à la fois les autochtones et les estivants, enfin un «manifeste» de l'éducation permanente - rédigé par M. et Mme Barrue et M. Pierre Villeminot - véritable plaidoyer pour rendre «le pouvoir culturel au quartier».

Considérant qu'il ne fallait pas s'en tenir là, le jury du concours - composé d'architectes, de sociologues, de journalistes, de pédagogues - a décidé de poursuivre l'entreprise et de se transformer en un groupe de travail sur le thème: «L'éducation permanente peut-elle provoquer une prise de conscience architecturale?»

(suite de la page 6)

DIMITRI CANTEMIR

nom de Vetranion (Betranion) et dans les extraits du même livre édité en trois langues, il était mentionné sous le nom de Bretanion.

Les liaisons entre la Moesia et la Britannia, entre l'Est et l'Ouest se sont maintenues durant l'époque de Bretanion, car à Birdoswald en Britannia, où se trouvait depuis 120-122 la Coh. I Aelia Ambrogiana Dacorum provenant de la Dacie (et qui est citée dans les documents de l'époque jusqu'au Vème siècle), il fut trouvé en 369 une monnaie de Valens; cette même année, la Britannia fut divisée en 5 provinces et la cinquième fut appelée Valentia du nom des empereurs Valentinian et Valens.

La circulation entre le Danube et la Britannia est attestée aussi par les mêmes caractéristiques techniques des ports de Caer Gybi en Britannia et ceux de Rhin et Danube construits dans la même année 369. En 372. dans la Gotie parmi les autres martyrs, Saint Nichite aussi fut martyrisé et il est fêté le 1er Septembre. Les reliques de St Nichite ont été transférées au XIVème siècle à Venise, dans l'Eglise de St Nicholas.

En 373 Junius Solanus originaire de Capadocie était le Gouverneur de la Moesia. Il soutint les chrétiens persécutés et c'est lui qui fit transférer les reliques de Saint Sava qui s'était noyé dans la rivière de Buzau en Capédocie... En ce temps là l'archevêque de Tomis avait aussi une grande influence au nord du Danube. A cette époque la Roumanie s'appelait Scythie Minor et Moesia.

En 376, les Wisigoths ariens passèrent du nord du Danube, - de la Gotie- au sud du Danube en Moésia et en Tracie... En

378, Valens accordait une tolérance aux chrétiens orthodoxes et ordonnait que les archevêques fussent élus par le clergé et les magistrats et non pas par les militaires et les fonctionnaires.

Cela signifie que Bretanion qui était archevêque depuis 366 fut élu d'après l'ancienne loi c'est-à-dire par les militaires et très probablement par d'anciennes cohortes britones romanisées jusqu'au IVème siècle.

L'empereur Valens - son ennemi - régna de 364 à 378, date à laquelle il tomba dans une guerre contre les Goths à Adrianople

Bretanion - archevêque de Tomis mourut le 25 janvier mais on ignore en quelle année. Cependant il été fêté même à Rome.

En 381 Gherontius était archevêque de Tomis. Il participa au IIème Synode Oecuménique qui décida que les archevêques auraient la même juridiction que les habitants de la ville établie sur le même territoire.

Les archevêques qui se trouvaient aux frontières de l'empire Romain avaient une grande influence sur leur territoire. L'activité déployée par Saint Séverin de la Manonie le démontre. Dans le cas de Bretanion ses qualités morales, sa sympathie, ainsi que la solidarité du peuple le sauvèrent de l'exil. Et pourtant il y eut des martyrs dans bien d'autres cas, même dans la famille royale.

Le Roi Cot Diuvighind en arriva même, étant arien, à faire décapiter son fils Ermenegildo car il était orthodoxe. Sanctifié, St Ermenegildo est fêté le 1er Novembre.

Dimitri Cantemir dans son oeuvre multilatérale a donné ainsi quelques précieux renseignements sur l'histoire du christianisme au Danube.

Dr Aurel D. PETRESCU

De l'activité du Conseil de l'Europe

POUR L'INTENSIFICATION DE LA COOPERATION CULTURELLE EN EUROPE

Compte tenu de la décision prise au niveau des délégués des Ministres sur l'intensification de la coopération culturelle en Europe et du budget consacré aux activités relevant du domaine de la culture et de l'éducation, le Conseil de la Coopération Culturelle en une réunion qui a eu lieu les 10-13 décembre, a mis au point son programme pour 1974 et a fixé un programme de travail à moyen terme pour les années 1975 et 1976. Il a examiné les modalités de l'organisation d'une conférence des Ministres européens responsables du sport proposée par le Gouvernement Belge pour le début de 1975 à Bruxelles.

LA CONTRIBUTION DU CONSEIL DE L'EUROPE A L'ANNEE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL EUROPEEN

Les responsables des 43 importants projets de restauration choisis par le Conseil de l'Europe dans ses 17 pays membres pour son programme de réalisations exemplaires se sont réunis à Strasbourg le mardi 27 et le mercredi 28 novembre, pour examiner les progrès accomplis jusqu'à présent.

Ce programme constitue la principale contribution du Conseil de l'Europe à l'Année européenne du Patrimoine architectural (AEPA) prévue pour 1975 (lancée par l'organisation lors d'une Conférence qui s'est tenue à Zurich en juillet 1973). Les réalisations démontreront ce qu'il est possible de faire et les moyens qu'il faut mettre en oeuvre, pour sauver le patrimoine européen de bâtiments remarquables. Elles se situent dans différentes régions urbaines ou rurales des pays membres et ont été choisies parce qu'elles constituent les meilleurs exemples de «conservation intégrée» (réaffectation à un usage pratique au sein de la société moderne et intégration dans le plan d'ensemble d'aménagement urbain ou rural).

Les deux rapports de base pour la réunion de Strasbourg présentent l'un le programme dans son ensemble, son but, sa structure et sa portée, l'autre les réalisations nationales prises individuellement. Ces documents peuvent être obtenus sur demande auprès du Service de Presse du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.

A Strasbourg, les experts et les autorités locales responsables des 43 réalisations ont comparé les progrès accomplis et les enseignements à en tirer, notamment en ce qui concerne les obstacles rencontrés, les incidences sociales de leurs projets respectifs et les méthodes de financement utilisées. En outre, ils ont cherché le meilleur moyen de se tenir mutuellement au courant de l'avancement de leurs activités et des problèmes qui pourraient surgir, ainsi que celui de mieux informer le public des résultats obtenus, en particulier dans les régions intéressées. Ils ont envisagé de publier dès 1974 un bulletin d'information périodique

Le programme européen de réalisations exemplaires est destiné à prouver aux autorités nationales et locales et à l'opinion publique - au moyen d'une série d'exemples pratiques - que la conservation, la restauration et l'adaptation aux exigences de la vie moderne de bâtiments anciens et de zones entières sont essentielles à tout programme d'expansion urbaine ou d'aménagement de l'environnement. Lorsque les projets seront réalisés, le Conseil en publiera les résultats, et tous ceux qui, en Europe, s'attachent à préserver et à recycler des bâtiments, des villes, des villages et des zones entières présentant un caractère d'ancienneté et une valeur esthétique, auront ainsi à leur disposition les précieux enseignements tirés de l'expérience de 17 pays européens. Les connaissances théoriques et pratiques d'un petit groupe de pionniers peuvent donc aider ceux qui, dans toute l'Europe cherchent des moyens appropriés pour résoudre - ou même aborder - les problèmes de conservation auxquels ils ont à faire face. En effet, la bataille de la conservation peut être gagnée ou perdue aux niveaux local et régional, quelle que soit la stratégie sous-jacente des législations et des actions nationales. Le succès ou l'échec d'un projet de conservation peut dépendre des pouvoirs locaux, de leur attitude et des moyens qu'ils sont aptes et disposés à mettre en oeuvre.

La réunion de Strasbourg sera suivie jusqu'en 1975 de trois symposiums au cours desquels il sera procédé sur-le-champ à une étude de trois des projets en voie de réalisation, afin d'accroître les connaissances pratiques encore relativement faibles en matière de «conservation intégrée». Le premier symposium se tiendra à Edimbourg du 22 au 25 janvier 1974, et com-

portera trois thèmes:

1. Moyens administratifs et financiers destinés à améliorer la qualité du patrimoine architectural.
2. Méthodes de planification devant assurer le maintien de l'équilibre socio-économique et la supervision des activités menées dans un secteur d'intérêt historique.
3. Méthodes de coopération entre les résidents, les associations privées et les pouvoirs publics.

Le deuxième symposium se tiendra à Bologne vers la fin de 1974, et le troisième à Krems au début de 1975.

PERSPECTIVES DE LIBERALISATION DES ECHANGES DANS LE CADRE DES NEGOCIATIONS DU GATT

Les parlementaires membres de l'Assemblée du Conseil de l'Europe et du Parlement Européen, réunis à Strasbourg le 14 novembre 1973 pour discuter des orientations politiques et du fonctionnement des deux organismes européens concernés (ainsi que des problèmes intéressants l'Europe dans son ensemble par-delà les différences des structures institutionnelles;

Vu l'ouverture de négociations internationales de vaste portée dans le cadre du GATT et du Fonds Monétaire Internationale;

Ayant examiné les rapports présentés par M. Dequae, rapporteur de l'Assemblée Consultative, et de M. de la Malène, rapporteur du Parlement Européen, sur les perspectives de libéralisation des échanges dans le cadre du GATT;

En ce qui concerne l'Europe occidentale

Ont confirmé leur intention de faire progresser la coopération et l'unification européennes sur les plans économique et

politique en vue d'affirmer l'identité de l'Europe occidentale vis-à-vis de ses principaux partenaires mondiaux; ont souligné la nécessité d'une concertation des pays d'Europe occidentale notamment dans le cadre des présentes négociations du GATT et du Fonds Monétaire International; Ont réaffirmé leur désir de voir le processus d'intégration européenne contribuer pleinement au développement harmonieux de la coopération économique internationale;

En ce qui concerne les organisations économiques internationales

Ont souligné la nécessité d'amender les mécanismes et les institutions internationales d'ordre commercial et monétaire dans un esprit de plus grande ouverture et justice vis-à-vis de tous les pays du monde;

Se sont félicités de la coopération efficace qu'entretiennent les pays industrialisés réunis au sein de l'O.C.D.E.;

En ce qui concerne les négociations au sein du GATT et du FMI

Ont pris note avec satisfaction de la décision prise lors de l'ouverture des négociations du GATT de réaliser une expansion et une libéralisation croissantes du commerce mondial et d'améliorer ainsi le niveau de vie et le bien-être de tous dans la mesure où une répartition équitable des biens et des revenus est assurée; Ont réitéré leur conviction que les présentes négociations devraient aboutir à des programmes de réforme suffisamment hardis et assortis d'un calendrier précis d'exécution; Ont estimé que la politique de libéralisation des échanges mondiaux ne pouvait être poursuivie avec succès en l'absence d'efforts parallèles visant à la mise sur pied d'un système monétaire international

suffisamment stable; Sont convenus que les échanges agricoles devraient se conformer aux objectifs généraux des négociations commerciales, tout en tenant compte des caractéristiques propres à ce secteur ainsi que des diverses politiques de soutien mises en oeuvre par les différentes parties;

En ce qui concerne les pays en voie de développement

Ont estimé que les réformes entreprises devraient tendre à accroître les recettes d'exportation des pays en voie de développement, notamment par le recours au système de préférences tarifaires généralisées, tout en tenant compte des problèmes particuliers des pays les moins avancés sur la voie du développement et tout en assurant des prix rémunérateurs pour les produits de base; Ont reconnu l'opportunité d'allouer à ces pays, sous forme de droits de tirage spéciaux, une aide destinée à financer leurs projets de développement par l'intermédiaire des institutions spécialisées des Nations Unies telles que la Banque Mondiale, la FAO et l'OMS;

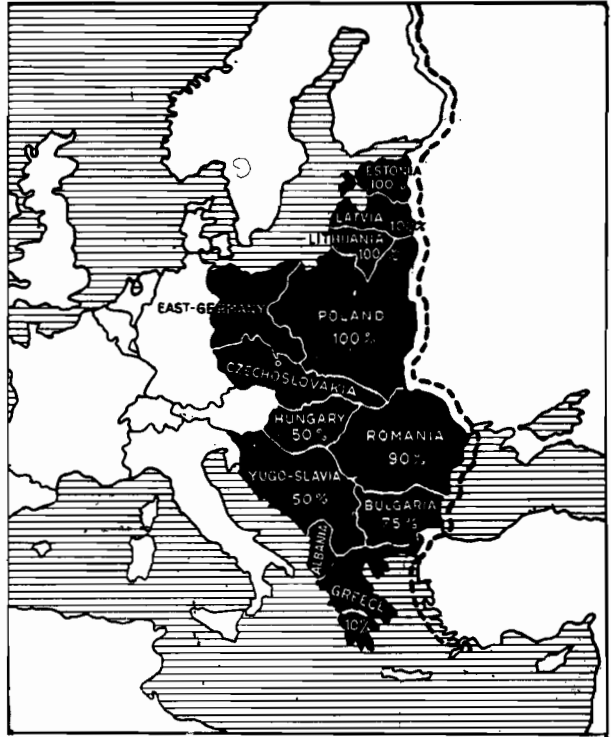
En ce qui concerne la crise du pétrole

Ont estimé que la prolongation de l'embargo sélectif du pétrole pourra provoquer des tendances autarciques dans les pays industrialisés, ce qui entraverait les efforts du GATT visant à la libéralisation mondiale des échanges et à l'interdépendance économique internationale; Ont estimé que face à la crise du pétrole les pays européens devraient faire preuve de solidarité; Ont exprimé l'espoir qu'un durcissement des relations commerciales mondiales à la suite de la crise du pétrole pourra être évité en faveur d'une solution donnant satisfaction à tous les intéressés et en renonçant aux pressions et menaces.

LE PRINCIPE DE SOUVERAINETE VIOLE A YALTA

Voici la carte de l'Europe de l'Est cédée par Churchill à la Russie le 9 octobre 1944 à Moscou.

Cette division devait être sanctionnée à Yalta en février 1945.



Le commerce Est-Ouest

Baptisées avec espoir d'«armes de la paix» il y a quelques années, les relations commerciales Est-Ouest vont-elles aujourd'hui vers un tassement ? Ni les déclarations de l'académicien Sakharov ni la déci-

sion de M. Nixon de suspendre l'examen par le Congrès Américain de l'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée à la suite du conflit du Proche-Orient, n'en sont responsables. Le principal obstacle au développement des échanges reste une certaine inadaptation des produits de l'Est aux besoins des consommateurs occidentaux. Si l'on en voit les prévisions contenues dans ses plans actuels, le Comecon estime d'ailleurs que la croissance de son commerce avec l'ouest, loin de s'accélérer, est sur le point de ralentir.

L'annonce périodique de la signature de contrats importants rappelle la progression des échanges Est-Ouest en valeur absolue. Les ventes de l'Ouest aux pays de l'Est ont réalisé une percée spectaculaire, passant de 500 millions de dollars en 1953 à 7 milliards en 1972. Cela dissimule pourtant la diminution de la part du commerce Est-Ouest dans les échanges mondiaux (revenue à 4,6%).

Certes, les ventes du Comecon progressent. Celles de matériel mécanique et électrique, d'automobiles et de navires à destination de la France, par exemple, ont plus que doublé en trois ans, pour atteindre 586 millions de francs en 1972.

Cette progression ne suffit cependant pas à contrebalancer le rythme d'accroissement des importations.

Des estimations évaluent à 6 milliards de dollars le déficit cumulé de 1961 à 1971 de l'ensemble du Comecon.

Certainement, il y a diverses solutions, et ces solutions sont nécessaires puisque le développement des échanges commerciales Est-Ouest est aussi une contribution importante à l'union européenne.

Bulletin européen

Ont collaboré ou collaborent

Konrad ADENAUER, P.E. ARGENTIERI, Alexander ARGYROPOULOS, Karl ARNOID, A. BALLEYGUIER, G.W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BLIVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRANDEN, Pietro CAMPILLI, P. CAPELLE, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L.E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCIO, Carlos DE MONTOLIU, Giorgio DI DOMENICO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W.N. EWER, Enrico FALCK, Hertha FIRNBERG, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHIE, Grégoire GAFENCO, Eugenio GATTO, Pietro GERBORA, Enzo GIACCHIERO, Amedeo GIANNINI, A.V. GIARDINI, Guido GONNELLA, Jonathan GUINNES, W.A. HART, Wladimir JONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislaw KOUTNIK, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWING, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Jean MONNET, Umberto MONICO, Angelo MORRETTA, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Erich MULHMANN, Frédéric NEPVEU-NIVELE, Pier Fausto PALUMBO, Costas PAPAPANOS, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPIAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILIOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Alexander von RANDA, Peter RATTAZZI, Olivier REYERDIN, Gonzague de REYNOID, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LOETTE, A.G. SAMOY, Leopold SENGHIOR, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Tom STACEY, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, François VISINE, Raymond WARNIER, Rivington R. WYANT, S.I.L. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

Bulletin européen

Fondé par Prof. Dr. J. C. Dragan

Rédacteur responsable: Dante Ferrari

Direction - Rédaction: Via Larga 11 - MILAN - Tél. 870.487/893.209

ABONNEMENTS

Italie	Lires 2.000	Etranger	Dollars 3,-
Abon. d'Honneur	5.000	Abon. d'Honneur	10,-

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951 - Centro Grafico Spazio - Via M. Rosso 15 - Milano